

Table des matières

<i>Les statuts juridiques du couple : liberté, égalité, équité ?</i>	7
<i>Introduction</i>	7
<i>Section 1. La coexistence de différents statuts conjugaux</i>	8
§ 1. L'accès aux statuts conjugaux : une approche « pluraliste »	8
§ 2. Le contenu des statuts conjugaux : une approche « différentialiste »	11
§ 3. L'articulation des deux questions et la problématique des « discriminations indirectes »	15
<i>Section 2. La spécificité vacillante du mariage</i>	16
§ 1. Les droits et obligations des époux	17
1. Droit privé	17
2. Droit public	19
3. Une érosion ou un estompement de la spécificité du mariage accentués par son hétérogénéité	20
§ 2. La libéralisation du divorce	21
§ 3. La valeur symbolique du mariage	24
<i>Section 3. La nature insaisissable de la cohabitation légale</i>	26
§ 1. Les droits et obligations des cohabitants légaux	27
1. Droit privé	27
2. Droit public	29
3. L'incertitude sur la nature de la cohabitation légale accentuée par son hétérogénéité	30
§ 2. La fin de la cohabitation légale	32
§ 3. La valeur symbolique de la cohabitation légale	33
<i>Section 4. La singularité de la cohabitation de fait remise en question</i>	34
§ 1. Les droits et obligations des cohabitants de fait	35
1. Droit privé	35
2. Droit public	36

3. L'inclusion des couples de fait à l'épreuve de l'hétérogénéité de la conjugalité contemporaine	38
§2. La fin de la cohabitation de fait	39
§3. La valeur symbolique de la cohabitation de fait	40
<i>Conclusion</i>	41

Les droits alimentaires accordés à l'ex-partenaire par la jurisprudence ou organisés par conventions

43

<i>Introduction</i>	43
---------------------------	----

<i>Section 1. Les droits alimentaires accordés par la jurisprudence</i>	46
---	----

§1. L'obligation naturelle muée en obligation civile.....	46
---	----

1. Les conditions d'existence de l'obligation naturelle.....	47
--	----

A. La conscience individuelle.....	48
------------------------------------	----

B. La conscience collective.....	48
----------------------------------	----

2. Pendant la vie commune.....	48
--------------------------------	----

3. Après la rupture de la vie commune	49
---	----

A. Les conditions de la conversion de l'obligation naturelle en obligation civile	50
---	----

B. L'étendue de l'obligation naturelle muée en obligation civile	51
--	----

C. La preuve et les voies d'exécution	52
---	----

§2. La responsabilité civile	53
------------------------------------	----

1. La condition de faute.....	53
-------------------------------	----

2. La condition du dommage	56
----------------------------------	----

§3. L'enrichissement sans cause	57
---------------------------------------	----

<i>Section 2. Les droits alimentaires organisés par conventions</i>	60
---	----

§1. Pourquoi faire des conventions ?.....	60
---	----

1. Objectif indemnitaire.....	61
-------------------------------	----

2. Objectif alimentaire.....	62
------------------------------	----

3. Conditions supplémentaires	63
-------------------------------------	----

§2. Comment faire des conventions ?.....	64
--	----

1. Modalités de fond	64
----------------------------	----

A. La qualification de la prestation financière	65
---	----

B. Le principe de la convention-loi et la révision des conventions de cohabitation.....	66
1. Les techniques de l'exécution de bonne foi des conventions et de la cause étrangère exonératoire.	67
a) Le principe de l'exécution de bonne foi.....	67
b) La cause libératoire.....	70
2. Les clauses de révision.....	71
a) Circonstances de révision.....	71
b) Clause relative à la compétence matérielle en cas de révision.....	72
2. Modalités de forme.....	73
<i>Conclusion</i>	74
<i>La composition des patrimoines des cohabitants</i>	77
<i>Section 1. La composition des patrimoines</i>	78
§ 1. Propriété : la séparation des patrimoines.....	78
I. L'actif.....	78
II. Le passif.....	79
A. Généralités.....	79
B. La solidarité entre cohabitants légaux.....	79
§ 2. Preuve.....	82
I. La preuve de la propriété exclusive.....	82
A. Les immeubles.....	82
1. Généralités.....	82
2. La contradiction entre le titre et la finance.....	83
a) La simulation.....	83
b) La libéralité.....	86
c) L'origine des fonds.....	90
B. Les meubles.....	92
1. Généralités.....	92
2. Questions particulières.....	93
a) Les avoirs bancaires.....	93
b) Les meubles se trouvant dans le logement.....	96
c) L'origine des fonds.....	96
II. La présomption d'indivision.....	97

Section 2. Les aménagements conventionnels..... 99

 §1. Les clauses de présomption de (co)propriété..... 100

 §2. Les clauses de qualification et la liste des biens présents 101

 §3. L'adjonction d'un patrimoine commun interne..... 101

Section 3. Considérations finales 103

Le sort du logement familial loué ou en propriété lors d'une rupture d'un couple non marié 105

Section 1. Le logement loué..... 107

 §1. Les cohabitants légaux 107

 I. Le logement loué par les deux cohabitants légaux 107

 A. Durant la vie commune..... 107

 B. Lors d'une séparation 109

 1. Principe : maintien des obligations contractuelles à l'égard du bailleur..... 109

 2. Jouissance du bien loué 116

 a) Compétence et fondement..... 116

 b) Conséquences des décisions du Tribunal de la famille : « cloisonnement » entre l'obligation et la contribution à la dette ... 123

 II. Le logement loué par un seul des cohabitants légaux..... 124

 A. Durant la vie commune..... 124

 B. Lors d'une séparation 127

 1. Principe : disparition de la protection et des obligations à l'égard du bailleur 127

 2. Jouissance du bien loué 129

 a) Compétence et fondement..... 129

 b) Incidence des décisions du tribunal de la famille sur le bail et envers le bailleur..... 131

 §2. Les cohabitants de fait..... 132

 I. Logement loué par les deux cohabitants de fait..... 132

 A. Durant la vie commune..... 132

 B. Lors d'une séparation 134

 1. Principe : maintien des obligations contractuelles à l'égard du bailleur..... 134

2. Jouissance du bien loué	135
a) Compétence et fondement.....	135
b) Incidence sur le bail.....	137
II. Logement loué par un seul des cohabitants de fait	138
A. Durant la vie commune.....	138
B. Lors d'une séparation	139
1. Principe : le cohabitant non signataire ne bénéficie d'aucun droit ou protection.....	139
2. Jouissance du bien loué	139
a) Compétence et fondement.....	139
b) Incidence sur le bail.....	140
<i>Section 2. Le logement en propriété</i>	<i>141</i>
§ 1. Les cohabitants légaux	141
I. Les cohabitants légaux copropriétaires du logement familial..	141
A. Durant la vie commune.....	141
B. Lors d'une séparation	142
1. Principe	142
2. Jouissance du bien.....	144
a) Compétence et fondement.....	144
b) Incidence sur le droit de propriété.....	147
II. Le logement appartenant en propriété exclusive à l'un des cohabitants légaux.....	148
A. Durant la vie commune.....	148
B. Lors d'une séparation	149
1. Fin de la protection du « régime primaire » et absence de droit à rester dans le bien	149
2. Jouissance du bien.....	150
a) Compétence et fondement.....	150
b) Incidence sur le droit de propriété.....	152
§ 2. Les cohabitants de fait.....	153
I. Logement familial dont les deux cohabitants de fait sont copropriétaires	153
A. Durant la vie commune.....	153
B. Lors d'une séparation	153
1. Principe : La sortie d'indivision	153
2. Jouissance du bien.....	154
a) Compétence et fondement.....	154
b) Incidence sur le droit de propriété.....	158

II. Le logement familial dont un seul cohabitant de fait est propriétaire	158
A. Durant la vie commune.....	158
B. Lors d'une séparation	158
Conclusion	160
Copropriété volontaire, tontine et accroissement : comment en sortir ?...	163
Introduction	163
Section 1. Copropriété volontaire	164
§1. Notions	164
I. Indivision et copropriété.....	164
II. Types de copropriété	165
§2. Arrêt du 20 septembre 2013 de la Cour de cassation	166
I. Question antérieure à l'arrêt	166
II. Réponse apportée par la Cour	168
III. Portée à donner à l'arrêt	170
Section 2. Clauses de tontine et d'accroissement	172
§1. Notions	172
§2. Arrêt du 6 mars 2014 de la Cour de cassation	173
I. Questions antérieures à l'arrêt	173
II. Réponses apportées par la Cour	177
III. Portée à donner à l'arrêt	179
Section 3. Incidences pratiques de la jurisprudence de la Cour de cassation dans le contexte de la séparation du couple non marié	182
§1. Pour le passé : quels moyens pour (s') en sortir ?	183
I. L'indivision volontaire non modalisée	183
II. Les clauses de tontine et d'accroissement.....	186
§2. Pour le futur : de l'intérêt de régler conventionnellement toute forme d'indivision volontaire	187
I. Pour ce qui concerne la cause	187
II. Pour ce qui concerne la durée.....	189
Section 4. Les incidences de la cohabitation légale.....	191
Conclusion	192

Les créances entre cohabitants légaux et de fait : traversée agitée en galère ?	195
<i>Introduction</i>	195
<i>Section 1. Actualités jurisprudentielles en matière d'enrichissement sans cause.</i> ..	197
§ 1. La théorie de l'enrichissement sans cause	198
I. Notion – Fondement	198
II. Conditions d'application	199
III. Effets de l'enrichissement sans cause	201
IV. Prescription	202
§ 2. Actualités jurisprudentielles	202
I. Sur les conditions d'application de l'action en enrichissement sans cause	202
A. Cas où un cohabitant a financé des travaux d'aménagement ou d'embellissement dans un bien appartenant en propre à l'autre cohabitant	202
B. Cas où les cohabitants ont acquis en indivision un bien immeuble	207
II. Sur le <i>quantum</i> de la restitution	209
III. Sur la prescription des créances entre cohabitants légaux ou de fait	210
<i>Section 2. Aménagements conventionnels.</i>	212
§ 1. Orientations possibles des conventions de vie commune entre cohabitants légaux ou de fait	213
§ 2. La clause contractuelle relative aux comptes de créances entre cohabitants légaux ou de fait	215
<i>Conclusion</i>	217
La séparation du couple non marié : questions de compétence	219
<i>Introduction</i>	219
<i>Section 1. Les actions relatives aux enfants</i>	220
§ 1. La compétence matérielle	221
I. Compétences exclusives du Tribunal de la Famille	221
II. La compétence du Président du Tribunal de Première Instance	224

§2. La compétence territoriale.....	225
I. Le système « en cascade ».....	225
A. Le Tribunal de la Famille qui a déjà été saisi d'une demande précédente.....	226
B. Le Tribunal de la Famille du domicile ou de la résidence habituelle de l'enfant.....	230
C. Les règles issues du droit commun : le juge du domicile du défendeur ou du lieu d'exécution de l'obligation ...	232
D. Renvoi de la cause à un autre Tribunal de la Famille lorsque l'intérêt de l'enfant le requiert ou lorsqu'il existe un dossier protectionnel.....	233
1. Renvoi en fonction de l'intérêt de l'enfant.....	233
2. Renvoi vers le lieu où se trouve le dossier protectionnel.....	234
II. Prorogation de la compétence et jonction des demandes.....	235
A. Les demandes reconventionnelles.....	235
B. Litispendance et connexité.....	236
1. Litispendance.....	236
2. Connexité.....	238
C. Les conventions attributives de compétence.....	240
§3. Autorité des décisions.....	242
I. Les décisions « définitives ».....	242
II. Les décisions rendues avant dire droit.....	244
<i>Section 2. Les actions relatives à la jouissance du logement familial.....</i>	<i>245</i>
§1. Cohabitants légaux.....	245
I. Compétence matérielle.....	245
II. Compétence <i>ratione temporis</i>	246
III. Compétence territoriale.....	247
IV. Effets et autorité des décisions.....	248
A. Décisions rendues durant la cohabitation légale.....	248
B. Décisions rendues après la fin de la cohabitation légale.....	250
§2. Cohabitants de fait.....	251
I. Cohabitants de fait dont seul un est propriétaire ou locataire du logement familial.....	251
A. Lorsque aucune demande connexe n'est pendante devant le Tribunal de la Famille.....	251

B. Lorsqu'une demande connexe est pendante devant le Tribunal de la Famille	253
II. Cohabitants de fait copropriétaires	254
A. Lorsque la jouissance du logement familial est sollicitée indépendamment de toute autre demande	254
B. Lorsque par ailleurs une demande en partage est pendante devant le Tribunal de la Famille.....	256
1. Maintien de la compétence du Président du Tribunal	256
2. Mesures sur base de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire ?	257
3. Connexité	258
III. Cohabitants de fait colocataires.....	258
IV. Cas particulier : interdiction temporaire en cas de violences domestiques.....	259
<i>Section 3. Quelques autres actions</i>	260
§ 1. Les actions alimentaires	260
I. Compétence matérielle	260
II. Compétence territoriale	262
§ 2. Les actions relatives aux biens du couple non marié	263
I. Compétence matérielle	263
II. Compétence territoriale	264
<i>Conclusion</i>	265